

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Centre
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 02/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

BIO SPRINGER

8 RUE ST NAZAIRE
67000 STRASBOURG

Références : 1060/GC/JLS
Code AIOT : 0006701060

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2023 dans l'établissement BIO SPRINGER implanté 8 rue de Saint Nazaire - 67000 STRASBOURG. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIO SPRINGER
- 8 rue de Saint Nazaire - 67000 STRASBOURG
- Code AIOT : 0006701060
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BIO SPRINGER fabrique des produits destinés à l'industrie agroalimentaire à partir de levures produites par la société voisine SIL FALA qui fait partie du même groupe.

Les activités, initialement déclarées le 6 juillet 1992, ont été autorisées par l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2006, depuis modifié et codifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 19 août 2020.

Les installations aujourd'hui exploitées par BIO SPRINGER relèvent :

- du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 4130-2a (stockage et mise en oeuvre d'acide nitrique - quantité : 47,5 t) ;
- du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2220-2 (préparation à partir de levure de produits destinés à la consommation humaine - quantité : 390 t/j de produits entrants).

Elles relèvent également du régime déclaratif au titre des rubriques :

- 1510-3 : stockage (18 077 m³) ;
- 4802-2a : gaz à effet de serre fluorés - réfrigération/climatisation (492 kg) ;
- 2910-A2 : installations de combustion au gaz naturel (19,3 MW).

Il est à noter que le site dispose également d'une chaudière fonctionnant au biogaz bridé à 0,95 MW (non classée au titre de la rubrique 2910-B).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets eau
- Produits biocides

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets des eaux de procédé	Arrêté Préfectoral du 19/08/2020, article 4.2.1	/	Sans objet
2	Recherche de substances dangereuses dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 19/08/2020, article 1.2.2	/	Sans objet
3	Rejets des eaux pluviales - purges de chaudières	Arrêté Préfectoral du 19/08/2020, article 4.2.2	/	Sans objet
4	Surveillance des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 19/08/2020, article 9.2.3	/	Sans objet
5	Surveillance des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 19/08/2020, article 9.2.2	/	Sans objet
6	Produits biocides	Arrêté Préfectoral du 19/08/2020, article 1.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Observations, questions :

Le flux sur 2 heures consécutives de MEST, DCO, DBO5, azote et phosphore n'est pas mesuré dans les rejets destinés à la station d'épuration de l'Eurométropole de Strasbourg. Il est attendu que l'exploitant réalise les mesures des paramètres listés à l'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral selon les fréquences fixées par ce même article.

Le rejet des eaux pluviales et de purges des chaudières est limité à 8 l/s. Ce débit n'étant pas mesuré, l'inspection reste en attente de la transmission par l'exploitant d'éléments permettant de s'assurer que le débit de 8 l/s ne peut être dépassé.

Il est attendu que l'exploitant réévalue et, le cas échéant, modifie les conditions de stockages des matières dangereuses au regard des indications figurant dans les fiches de données de sécurité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets des eaux de procédé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/2020, article 4.2.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des eaux de procédé			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
<p>Prescription contrôlée : Les eaux de procédé qui ne sont pas évaporées sur le site SIL FALA rejoignent le réseau public d'assainissement et la station d'épuration de l'Eurométropole de Strasbourg.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 (rubrique 2220) susvisé relatives aux autres polluants qu'il liste, et en référence à l'autorisation de rejet de l'Eurométropole de Strasbourg, les caractéristiques de l'effluent rejeté ne dépassent pas les valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pendant une période de 24 heures consécutives : 1800 m³/j • débit maximal horaire : 120 m³/h • température maximale : 30°C • pH compris entre 5,5 et 9,5 • concentrations et flux maximaux sur eaux brutes non décantées 			
Paramètre	Concentration maximale sur 24h consécutives (en mg/l)	Flux sur 24h consécutives (en kg/j)	Flux sur 2h consécutives (en kg)
MEST	600	1100	144
DCO	2300	4000	552
DBO ₅	1640	2900	394
Azote total	220	400	53
Phosphore global	50	90	12
<p>Constats : Pour l'année 2022, les éléments renseignés par l'exploitant dans GIDAF ne laissent apparaître que deux dépassements significatifs. En août, des dépassements en phosphore ont été mesurés. Les concentrations de 129,4 mg/l et de 102,8 mg/l et les flux sur 24h de 203 kg/j et de 139,74 kg/j ont été expliqués par l'exploitant. Une fuite sur une vanne d'injection d'acide phosphorique était à l'origine de ces dépassements. L'exploitant a indiqué que la vanne défectueuse a été remplacée dès constat du dysfonctionnement. Il a ajouté que le suivi des mesures est connecté au système de gestion de la production et qu'il permet ainsi d'identifier rapidement l'origine des dépassements et de prendre les dispositions nécessaires pour le retour à un fonctionnement normal. En septembre, les MEST ont atteint une concentration de 1468 mg/l et un flux sur 24 h de 1874 kg/j. L'exploitant a expliqué que ces dépassements sont la conséquence d'une erreur humaine : la vidange des dispositifs de production n'avait pas été réalisée avant le début des opérations de maintenance. Les procédures ont été revues par l'exploitant et les opérateurs en ont été avertis.</p> <p>Toutefois, le débit maximal horaire et le flux sur 2 heures consécutives ne sont pas renseignés dans GIDAF. L'exploitant a indiqué à l'inspection que le débit horaire est suivi et enregistré par le système informatique de contrôle de production. L'inspection a consulté le suivi et les données enregistrées. L'inspection n'a pas constaté de dépassement du débit maximal. Les MEST, DCO, DBO₅, azote et Phosphore, ne sont pas mesurés sur un flux de 2 heures consécutives mais uniquement sur 24 heures. L'exploitant a expliqué que le dispositif automatisé de prélèvement d'eau n'est pas paramétré en ce sens. Il a indiqué qu'une modification des paramétrages du préleveur est aisément réalisable.</p>			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 2 : Recherche de substances dangereuses dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/2020, article 1.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Recherche de substances dangereuses dans l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutefois, compte tenu du rejet des effluents à la station d'épuration de l'Eurométropole de Strasbourg, les substances dangereuses recherchées dans l'eau seront celles définies annuellement en accord avec l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse et l'Eurométropole de Strasbourg.
Constats : Le service de l'eau et de l'assainissement de Strasbourg transmet chaque année à l'exploitant la liste des substances dangereuses devant être recherchées dans les rejets destinés à la station d'épuration. La liste du 16 janvier 2023 a été présentée à l'inspection. Les dix substances à surveiller en 2023 sont le chrome, le cuivre, le nickel, le plomb, le zinc, le DEHP, le pentachlorophénol, le trichlorométhane, les nonylphénols ramifiés et le 4-tert-Octylphénol. L'exploitant a fait part de ses observations concernant les traces de cuivre, de nickel et de zinc (de l'ordre de quelques dizaines de µg/l, soit des concentrations en dessous des valeurs limites d'émission prévues par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et du 14 décembre 2013). Selon lui, l'origine de la présence de ces substances serait la corrosion des canalisations pour le cuivre. Pour ce qui est du zinc et du nickel, l'exploitant a indiqué mener des recherches.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rejets des eaux pluviales - purges de chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/2020, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des eaux pluviales - purges de chaudières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales et purges de chaudières rejoignent le bassin Weirich. Elles transitent par deux dispositifs décanteur/séparateur d'hydrocarbures garantissant que la teneur maximale en hydrocarbures totaux ne dépasse pas 5 mg/l. Le débit du rejet est limité à 8 l/s.
Constats : L'inspection a consulté les résultats des mesures réalisées en 2021 et en 2022. Lorsqu'elle n'a pas été inférieure au seuil de détection, la concentration d'hydrocarbures a varié entre 0,049 mg/l et 0,258 mg/l. L'exploitant a indiqué que, pour des raisons techniques, aucune surveillance du débit du rejet n'est mise en place. Il est attendu que l'exploitant apporte les justificatifs permettant de s'assurer du respect du débit maximal de 8 l/s.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Surveillance des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/2020, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales sont contrôlées annuellement en sortie du dispositif de traitement et suivant les paramètres réglementés par le présent arrêté.
Constats : L'exploitant a indiqué que les prélèvements annuels sont réalisés en fin d'année par ses soins à la sortie des séparateurs d'hydrocarbures. Les résultats ont été présentés à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance des eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/2020, article 9.2.2	
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux industrielles	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : Cette surveillance est a minima la suivante, pour les eaux industrielles rejetées au réseau d'assainissement :	
Paramètre /polluant	Fréquence
Débit	En continu
pH	En continu
Température	En continu
DCO	Semestrielle
DBO5	Semestrielle
MEST	Semestrielle
Azote global	Semestrielle
Phosphore total	Semestrielle
Constats : Le débit, le pH et la température sont mesurés en continu. Un débitmètre est installé à la sortie du point de rejet. Les sondes de température et de pH sont positionnées à côté du préleveur. Ces dispositifs sont reliés au système de surveillance et de commande de production. Les autres paramètres sont suivis par un système de prélèvement automatisé. Les échantillons sont analysés toutes les 8 heures par le laboratoire de la société voisine SIL FALA.	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/2020, article 1.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Produits biocides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>En particulier, les mesures de maîtrise des risques des fiches de données de sécurité des substances et mélanges présents sont respectées. Une attention particulière est portée à la prévention des stockages conjoints de substances ou mélanges incompatibles ou susceptibles de réagir dangereusement entre eux en situation dégradée.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise plusieurs produits biocides. Les fiches de données de sécurité (FDS) ont été présentées à l'inspection.</p> <p>L'inspection s'est rendue dans la zone de stockage de ces produits. Ils sont stockés dans un espace extérieur couvert par des bâches (de type tente de stockage) avec les autres matières dangereuses (acide chlorhydrique par exemple) utilisés par l'exploitant. Des bacs de rétention sont dédiés à chaque produit. Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'un bidon d'acide nitrique posé à même le sol. Celui-ci a immédiatement été replacé sur rétention par l'exploitant. De plus, l'inspection a constaté la présence d'un bidon non marqué et non étiqueté dans la zone de stockage. L'exploitant s'est engagé à prendre les dispositions nécessaires afin d'en identifier le contenu.</p> <p>Par ailleurs, les FDS de l'ALCODES (liquide inflammable de catégorie 2) et de l'OXYSAN (péroxyde organique de type F) indiquent que les températures de stockage doivent être comprises entre - 15°C et 30°C pour le premier et entre 0°C et 25°C pour le second. Compte tenu des conditions météorologiques locales, notamment des températures estivales pouvant dépasser les 25°C et des gelées hivernales, il est attendu de l'exploitant qu'il réévalue la pertinence d'un tel mode de stockage et qu'il prenne les dispositions nécessaires afin de respecter les indications figurant dans les FDS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet